



Programme triennal VSF-Belgique / DGD

Rapport annuel d'activités (Janvier - Décembre 2012)

Avril 2013

Vétérinaires Sans Frontières Belgique
Avenue Paul Deschanellaan 36-38 Bruxelles 1030 Brussel-Tél. : +32(0)2 539 09 89 - Fax : +32(0)2 539 34 90
<http://www.veterinaressansfrontieres.be/> <http://www.dierenartsenzondergrenzen.be>

1.	Contexte de l'intervention.....	4
1.1	Localisation de l'intervention.....	4
1.2	Contexte local en relation avec l'intervention.....	4
1.3	Analyse et actualisation des risques.....	5
1.4	Historique de l'intervention.....	6
1.5	Bénéficiaires.....	7
1.6	Partenariat.....	7
2.	Cadre de l'intervention.....	8
2.1	Objectif global - Impacts.....	8
2.2	Objectif spécifique - Effets.....	8
2.3	Résultats intermédiaires - Produits.....	8
3.	Approche de mise en œuvre.....	9
3.1	Stratégie de mise en œuvre.....	9
3.2	Stratégie de durabilité.....	11
3.3	Méthode de suivi et évaluation.....	11
4.	Relations avec les différents acteurs du développement.....	13
4.1	Relations avec les autorités nationales et locales.....	13
4.2	Relations avec les structures partenaires + complémentarités / synergie.....	13
5.	Adéquation des ressources.....	13
5.1	Adéquation des ressources humaines.....	13
5.2	Adéquation des ressources matérielles.....	14
5.3	Adéquation des ressources financières.....	14
6.	Efficacité de l'intervention.....	14
6.1	Contribution à l'objectif global - Impacts.....	15
6.2	Atteinte de l'objectif spécifique - Effets.....	15
6.3	Atteinte des résultats - Produits.....	15
6.4	Bilan des formations.....	20
6.5	Thèmes transversaux.....	20
6.6	Suivi des recommandations inachevées (internes et externes).....	21
6.7	Effets induits.....	21
7.	Dépenses par rubriques.....	21
7.1	Exécution du budget.....	21
7.2	Commentaires.....	22
8.	Perspectives opérationnelles.....	22
8.1	Relecture du cadre logique.....	22
8.2	Planification opérationnelle.....	22
8.3	Budget annuel (+ report budgétaire).....	23
9.	Leçons apprises.....	23

Liste des abréviations

A	Année
AGR	Activité Génératrice de Revenus
APELDA	Appui à l'Élevage dans la région de Dosso et le département d'Aderbissinat
AT	Assistant Technique
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (France)
BD	Bénéficiaire Direct
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BREN	Bureau Régional de Niamey
CC	Cycle Court
CL	Cadre Logique
DGD	Direction Générale du Développement
DTF	Document Technique et Financier
ECC	Espèce à Cycle Court
ERAD	Équipe de Recherche et d'Appui pour le Développement
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FBSA	Fonds Belge de Sécurité Alimentaire
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GRH	Gestion des Ressources Humaines
ICD	Initiatives Conseils Développement
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
LIAM	Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition
ND	Non Disponible
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPF	Organisation de Productrices Féminines
PADACY	Projet d'Appui à la Diversification Alimentaire dans le Cercle de Youwarou
PAFEC	Projet d'Appui aux organisations Féminines par l'Élevage des espèces à Cycle court
PLP	Partenaire Local Principal
PN	Productivité Numérique
PO	Planification Opérationnelle
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAF	Responsable Administratif et Financier
RAS	Rien A Signaler
S/E	Suivi Evaluation
UGP	Unité de Gestion du Projet
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières Belgique
VVV	Vaccinateur(trice) Villageois(e) de Volailles
WILDAF	Women in Law and Development in Africa

Projet : Appui aux Organisations Féminines par l'Élevage d'Espèces à Cycle Court (PAFEC)	Phase : II
Thème central : Augmentation durable du revenu des femmes rurales grâce l'élevage à cycle court	
Période couverte : Du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre 2012	Année : 2/3
Auteur du rapport : Sow Hawa Sow, Gestionnaire de projet	

I. CONTEXTE DE L'INTERVENTION

I.1 Localisation de l'intervention

- Pays : Mali
- Zone d'intervention : Cercle de Kati -Région de Koulikoro
- Milieu : urbain semi-urbain rural
- Localisation du siège de la prestation : Bamako

Cf. OS4_A1_Carte_zone_intervention

I.2 Contexte local en relation avec l'intervention

Le Mali, pays sahélien et d'élevage fait partie des pays les plus pauvres du monde où 63,8% de la population vivent dans la pauvreté et 21% dans l'extrême pauvreté. Le phénomène de pauvreté est plus accentué en milieu rural et très aigu chez les femmes. L'élevage représente 10% du PIB du Mali. Il est la principale ressource de 30 % de la population. Le bétail est le troisième produit exporté par le Mali, après l'or et le coton.

Ces dernières années, le Mali a été confronté à plusieurs événements liés à la variabilité climatique. En 2011, une sérieuse baisse de précipitations a fait chuter les rendements des cultures dans certaines régions du pays. Cette baisse s'est répercutée sur l'année 2012 entraînant une forte réduction de la sécurité alimentaire de la population rurale. Les projections indiquent aussi que le Mali sera soumis à un avenir plus chaud, marqué par les sécheresses et les inondations, les recrudescences de criquets et l'absence subséquente d'aliments. Dès lors, chaque agriculteur se voit obligé de s'adapter aux changements et de développer des stratégies d'adaptation. Par conséquent, en raison de sa moindre vulnérabilité au changement climatique (besoin en eau limité, consommation d'aliments de faible qualité et en petite quantité...), le petit élevage apparaît comme une alternative intéressante et une voie d'adaptation pertinente.

La consommation en produits d'origine animale augmente au Mali en lien avec le développement des villes et à travers le relèvement du niveau de vie et la croissance démographique. L'essentiel de la viande consommée à Bamako provient du petit élevage (petit ruminants, volailles...) et généralement ces animaux sont produits en milieu rural avant d'être acheminés et vendus sur les marchés urbains.

Dans la zone d'intervention du projet, l'aviculture traditionnelle villageoise constitue la principale activité d'élevage et est assurée majoritairement par les femmes. Concernant essentiellement les poules et les pintades, elle est pratiquée de façon rudimentaire avec des pertes importantes dues aux maladies, aux intempéries et aux prédateurs. En effet, la vaccination et les soins vétérinaires sont presque inexistantes. La pratique de la complémentation alimentaire est occasionnelle et les oiseaux couvrent leurs besoins à travers la divagation. Enfin, l'habitat est inadapté et insalubre voire inexistant. En conséquence, la productivité reste faible et l'activité marginale. Or, il existe un potentiel important de création de revenus durables à la fois sur les marchés locaux et sur le marché plus éloigné de Bamako.

En 2012, le secteur de l'aviculture villageoise a été marqué par la mauvaise pluviométrie de 2011 qui a occasionné une hausse du prix de certains intrants zootechniques.

Plus largement, il est aussi important de signaler que 2012 a été caractérisée par l'instabilité institutionnelle (coup d'état en mars 2012) et l'accroissement du problème sécuritaire au nord lié à la rébellion touarègue et aux groupes djihadistes. Cette situation a contraint ICD et VSF-B à prendre des dispositions et à revoir leurs procédures de sécurité en particulier en ce qui concerne les missions réalisées par le personnel sur le terrain. Au niveau du projet, cette contrainte a entraîné tout au plus le décalage de certaines missions.

1.3 Analyse et actualisation des risques

1.3.1 *Bilan des risques survenus*

Sur les 10 risques issus de la formulation et le nouveau identifié l'année passée, 3 sont réellement survenus en 2012. De plus, un nouveau risque a été identifié et est déjà survenu pendant la même année.

Risques survenus	Gravité*	Commentaires (conséquences observées, mesures prises et à prendre)
La zone d'intervention du projet est touchée par des calamités naturelles (sécheresses catastrophiques...) : dégradation de la pluviométrie, augmentation de la fréquence d'apparition des années de sécheresse, mauvaise répartition de la pluviométrie	2,5	Comme l'année passée, ce risque est survenu de nouveau. Les conséquences observées sont principalement liées à la mauvaise récolte de 2011 et ses effets sur les ménages pendant la période de soudure 2012 (vente d'animaux pour pallier au déficit des récoltes, sous-produits céréaliers déficitaires pour l'alimentation des animaux). Pour limiter les effets négatifs, le projet a encouragé la diversification des sources de revenus par la mise en œuvre d'AGR (la saponification) en collaboration avec l'ERAD. Pour la rareté du maïs sur les marchés, le projet a aussi initié une formation des productrices ECC sur l'utilisation d'autres intrants en période de soudure (asticots, termites, déchets de maraîchage.) surtout pour les poussins. Le projet va poursuivre sur ces axes dans le futur.
Il n'existe pas de partenaire dans la zone d'intervention contribuant efficacement au renforcement des groupements féminins	1,5	Comme l'année dernière, ce risque survient de nouveau. Les partenaires potentiels identifiés précédemment sont difficiles à convaincre d'entamer un partenariat gagnant-gagnant. Bien que le projet ait identifié d'autres partenaires susceptibles d'intervenir dans la zone (Wildaf/Mali, Word vision et AMEPPE), la possibilité de synergie d'actions reste toujours faible à cause des pratiques et des modes d'intervention de chaque acteur. Au final, le projet a fait appel à certaines de ces expertises mais sous forme de prestations payantes afin de faire avancer le volet de renforcement des capacités des OPF. Par la suite, le projet prévoit de poursuivre par lui-même les appuis apportés sur le plan organisationnel aux OPF.
Des actes terroristes surviennent en direction des expatriés à Bamako et dans la zone du projet ce qui ne permet plus un suivi sur le terrain par VSF-B	2	Ce risque identifié en 2011 avec les premiers problèmes au Nord Mali est survenu cette année avec l'impossibilité pendant plusieurs mois au représentant VSF-B d'aller sur le terrain. Ce manque de suivi est préjudiciable à moyen et long termes si VSF-B ne peut plus se déplacer sur les projets pour rester au contact des réalités contextuelles, d'apporter les appuis méthodologiques nécessaires au staff du PLP et enfin réaliser le suivi opérationnel et le contrôle interne indispensable à la bonne avancée de l'intervention. Pour pallier à ces contraintes, le représentant VSF-B au Mali a renforcé le suivi à distance du projet et s'est appuyé sur des missions effectuées par le comptable malien VSF-B et un assistant technique (AT) malien VSF-B nouvellement recruté à cet effet (en insertion professionnelle). Au final, ce dispositif a permis à VSF-B s'assumer ses prérogatives sans réel manquement vis-à-vis du projet. Dans le futur, ce dispositif va se poursuivre avec de plus en plus l'implication du nouvel AT. La structure du PLP va également être renforcée dans le cadre du suivi permanent des projets.
Les troubles à l'ordre public dans la zone du projet ne	1	Plusieurs missions de terrain du projet ont dû être annulées ou reportées à cause des troubles armés plus ou moins fréquents et

Risques survenus	Gravité*	Commentaires (conséquences observées, mesures prises et à prendre)
permettent pas à l'équipe opérationnelle de conduire ses activités comme prévu		intenses selon les périodes et les endroits. Cela ralentit la mise en œuvre des activités au profit des populations bénéficiaires. Malgré tout, aucun incident sur l'équipe et le matériel de projet n'a été enregistré pendant l'année écoulée. Au final, l'impact reste minime comparativement à d'autres projets dans le pays. En fait, le projet s'est adapté aux mesures sécuritaires prônées par les ONG responsables ICD et VSF-B et a trouvé des alternatives pour poursuivre l'intervention. Cette gestion de ce risque se poursuivra de la sorte en 2013.

**(4) : très élevé ; (3) : élevé ; (2) : moyen ; (1) : faible sur base du précédent bilan (DTF ou précédent rapport).*

1.3.2 Risques nouveaux

Le risque nouveau identifié en 2012 est également survenu (Cf. Chapitre précédent).

1.4 Historique de l'intervention

En 2005, ICD a réalisé des sondages à Bamako et à Kati sur la commercialisation des espèces à cycle court qui ont montré clairement une demande non satisfaite en poules, pintades et lapins. A la lumière de ces informations, ICD s'est proposée d'examiner dans quelle mesure il était possible de développer des stratégies de production puis de commercialisation d'espèces à cycle court à partir de groupes organisés de femmes rurales installées à proximité de Bamako et de Kati. En effet, ce sont les femmes qui sont plus particulièrement concernées par ce type d'élevage. En outre, la forte prévalence de la pauvreté dans la population féminine rurale justifie leur choix comme groupe cible de cette action.

C'est ainsi que ICD et VSF-B ont conjointement formulé le PAFEC. Le projet a démarré officiellement en 2008. A l'issue de la première phase, une évaluation finale a permis d'ajuster la formulation d'une seconde phase pour une période de trois ans qui s'achève fin 2013.

La première phase a été consacrée essentiellement à l'implantation du projet et la mise au point de l'approche du développement de l'élevage à cycle court auprès des femmes rurales. Les actions de la première phase ont porté sur le renforcement des compétences techniques des productrices, le renforcement de leurs organisations, l'amélioration de leurs accès aux marchés et aux services à la production (soins en santé animale et accès aux services financiers).

Les résultats de cette phase ont été jugé moyens, en raison principalement du retard pris au début (financement tardif de la DGD) et d'une approche trop focalisée sur l'atteinte quantitative des résultats. En outre, le paquet technologique et les différents appuis ont été appliqués intégralement sans une analyse suffisamment approfondie du contexte (analyse des contraintes au niveau des bénéficiaires) et en l'absence d'une démarche itérative basée sur les leçons apprises. A décharge du projet, il fut reconnu que le projet a développé différentes thématiques novatrices difficiles à mettre en œuvre dans un délai relativement court.

Démarrée en janvier 2011 dans une perspective de consolidation des acquis de la précédente phase la logique d'intervention de la seconde phase est basée d'une part, sur les leçons apprises au cours de la 1ère phase et, d'autre part, sur les contraintes qui entravent actuellement la production et la commercialisation des animaux à cycle court. Cette phase consacre le désengagement de VSF-B au profit d'ICD et de partenaires locaux aptes à jouer un rôle dans l'après-projet.

1.5 Bénéficiaires

Type	Nombre Prévu	Nombre actuel (cumulé)	Commentaires
Bénéficiaires directs	6.000	5.064	Ce sont 779 petites productrices d'espèces à cycle court, essentiellement de volailles (poules) ayant charge de famille, regroupées au sein d'associations opérationnelles, et les membres de leur famille dont les enfants constituent la catégorie privilégiée en termes de bénéfices (amélioration du statut nutritionnel, renforcement de la scolarisation et des soins de santé...).
Bénéficiaires intermédiaires	260	5	Cette catégorie comporte les 5 intermédiaires commerciaux servant d'interface entre les productrices d'ECC et le marché. Le nombre d'intermédiaires commerciaux a diminué de 11 à 5 de 2011 à 2012 car 2 ont abandonné et 4 autres n'ont pas jugé utile de poursuivre les achats auprès des OPF compte tenu de la présence effective d'autres collecteurs dans ces zones.
		2	Ce sont les 2 vétérinaires privés assurant la formation à la santé et à la protection des volailles, la sensibilisation de masse, la couverture sanitaire, l'approvisionnement en intrants sanitaires et l'appui conseil et l'ensemble des membres de leur ménage.
		47	47 Vaccinateurs villageois de volailles assurant la vaccination contre la maladie de Newcastle, le déparasitage des volailles.
Bénéficiaires indirects	ND	39	Il s'agit des 5 fournisseurs de différents services aux productrices (animaux, équipements d'élevage, aliments...). Dans cette catégorie de bénéficiaires, il y a les commerçants fournis en animaux par les intermédiaires commerciaux.
		5.687	Ce sont 875 ménages des villages « encadrés » qui ont adhéré au programme de vaccination villageoise contre la Newcastle. Au total, les villages bénéficiaires (OPF et autres aviculteurs/rices) ont vacciné 35.685 sujets au cours de l'année écoulée.
		ND	Il s'agit des consommateurs de poulets et de lapins qui bénéficient de produits de meilleure qualité à un prix compétitif.
Bénéficiaires finaux	> 6.260	> 11.000	Il s'agit de la somme de toutes les catégories de bénéficiaires.

NB : La taille moyenne du ménage utilisée pour les calculs est (6,5) ; ND : non déterminé

1.6 Partenariat

1.6.1 Partenaire local principal

Dénomination :	Initiatives-Conseils-Développement (ICD)
Statut juridique :	Organisation non gouvernementale
Activité centrale (spécificité)	Faciliter : <ul style="list-style-type: none"> • l'accès des producteurs au marché à travers une démarche d'entreprise ; • l'accès des petits producteurs organisés aux services d'appui à la production (formations, petit matériels agricoles, parcs de vaccination, cabinets vétérinaires, crédits de fonds de roulement et d'équipements avec les institutions financières). • les concertations entre acteurs des filières (animation, formation, etc.).
Présentation succincte	ONG malienne créée en 2001 par des cadres maliens ayant des expériences dans le domaine du développement rural, ICD a pour mission de contribuer au développement économique et social du monde rural par le renforcement des partenariats entre les producteurs agricoles organisés et les acteurs économiques des filières. Elle intervient en étroite collaboration avec les bénéficiaires. Le choix d'actions en faveur des populations rurales se justifie par le caractère essentiellement rural de la pauvreté au Mali. Toutes les actions d'ICD sont conçues et mises en œuvre sur la base de plans d'orientation stratégique périodiques. Les groupes cibles d'ICD sont les petits et moyens producteurs ruraux et leurs organisations à la

	base. En 2012, ICD a mis en œuvre 10 projets de développement en lien avec d'autres partenaires techniques et financiers. A l'exception de Tombouctou, Gao et Kidal, ICD est intervenue en 2012 dans toutes les régions du Mali.
Date du premier contact avec VSF-B	2002 à Lyon lors d'un séminaire animé par AVSF
Adresse :	Badalabougou Sema Gexco – BAMAKO
Coordonnées :	Tel : 223 20 23 36 61 / Fax : 223 20 23 36 61 / E-mail : icd@orangemali.net
Nom du responsable :	Dr Traoré Fatoumata Samaké
Méthode comptable :	Double analytique

1.6.2 Rôles et responsabilités

Depuis 2004, le partenariat ICD-VSF Belgique se réalise par la conception et la mise en œuvre de projets de développement avec une répartition claire des rôles et contributions de chacune des parties. Le PAFEC fait partie de ces projets co-promus par ICD et VSF Belgique. Ce partenariat est consacré par une convention opérationnelle entre les deux structures. Dans la mise en œuvre de cette seconde phase, VSF-B a poursuivi le processus de désengagement progressif au profit d'ICD.

Ainsi dans le cadre du PAFEC, ICD assure :

- La gestion opérationnelle, budgétaire, administrative et partenariale ;
- Le recrutement et la gestion du personnel ;
- Les appuis techniques spécifiques en fonction des besoins exprimés ;
- Le suivi interne de la mise en œuvre du projet.

De son côté, VSF-B assure le renforcement des capacités d'intervention d'ICD et participe activement au suivi de la mise en œuvre des activités. En plus du suivi et des appuis techniques et méthodologiques du Représentant de VSF-B au Mali, la Coordination Régionale de l'Afrique de l'Ouest basée à Niamey assure le suivi périodique des activités du projet à travers les missions de monitoring et des échanges sur les stratégies et méthodologies.

2. CADRE DE L'INTERVENTION

2.1 Objectif global – Impacts

Améliorer durablement l'économie et la vie sociale des ménages agro-éleveurs par l'optimisation de l'élevage paysan.

2.2 Objectif spécifique – Effets

Le revenu des élevages à cycle court réalisés par les femmes rurales est augmenté de manière durable.

2.3 Résultats intermédiaires – Produits

- Résultat 1 : La production des élevages à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatifs et qualitatifs
- Résultat 2 : Un système durable de commercialisation permet un écoulement aisé des productions des élevages à CC à des prix rémunérateurs

- Résultat 3 : Les groupements de femmes bénéficiaires sont fonctionnels et assurent un développement solidaire de leurs membres
- Résultat 4 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions

3. APPROCHE DE MISE EN ŒUVRE

3.1 Stratégie de mise en œuvre

Le choix de la stratégie de mise en œuvre de cette seconde phase a été dicté par deux impératifs majeurs s'inscrivant dans l'approche GAR :

- La poursuite des actions mises en œuvre lors de la première phase, leur consolidation et extension en tenant compte des problèmes décelés au cours de l'analyse du contexte ainsi que des leçons apprises pour garantir une plus grande efficacité du projet ;
- La recherche d'un impact tangible du projet au niveau des groupes cibles, malgré les ressources relativement modestes mises à sa disposition.

Pour la mise en œuvre des activités, les 8 stratégies thématiques élaborées en 2011 sont utilisées. Il s'agit de la stratégie d'identification des OPF, de la stratégie de renforcement de la production de lapins, de la stratégie de mise en œuvre des formations techniques, de la stratégie d'animation d'une sensibilisation de masse, de la stratégie de couverture sanitaire des volailles, de la stratégie de mise en place des fonds de roulement et de la stratégie de commercialisation des ECC.

Aussi, une nouvelle stratégie concernant l'accompagnement des OPF sur la vie associative a été élaborée relativement à l'organisation des groupements féminins et pour mieux accompagner et évaluer la cohésion entre les membres.

3.1.1 *Choix des villages et des bénéficiaires*

Le choix des nouveaux villages d'intervention a été fait sur la base d'un certain nombre de critères :

- La relative proximité des villages déjà « encadrés » (meilleure efficacité en matière de services en amont et en aval, notamment en ce qui concerne la commercialisation ; l'efficacité accrue dans la mise en œuvre et dans le suivi des actions du projet...) ;
- L'accessibilité en toute saison, pour pouvoir assurer les suivis sanitaires et zootechniques et permettre un écoulement aisé des productions des élevages ;
- La présence d'autres partenaires qui interviennent soit sur des aspects structurants au niveau du village (mise en place d'infrastructures ou d'équipements socio-économiques), soit à travers des actions au niveau des groupements féminins.

Le projet travaille exclusivement avec les femmes regroupées au sein d'associations (formelles ou informelles) réellement fonctionnelles. En référence aux leçons apprises de la première phase du projet, la fonctionnalité des groupements a été primordiale avant de les sélectionner. Elle a été analysée au cours d'ateliers de diagnostic.

3.1.2 *Thématiques d'amélioration de l'élevage à cycle court*

Au sein des groupes de femmes retenues, le projet met en œuvre des thèmes de base pour l'amélioration de l'élevage à cycle court : l'amélioration de l'habitat, l'hygiène, le programme de prophylaxie et de déparasitage, l'amélioration des conditions d'alimentation et d'abreuvement, la gestion de la reproduction et de l'effectif de volailles.

L'application correcte des pratiques améliorées d'élevage par les femmes est suivie par un dispositif d'appui-conseil de proximité. Les vaccinateurs villageois jouent le rôle de relais entre les productrices et les

vétérinaires et celui de conseillers au sein des groupements féminins. Les membres des groupements ont une maîtrise moyenne voire faible dans certains cas. Les vaccinateurs leur donnent des conseils en termes de prophylaxie, de diagnostic et de traitements simples.

3.1.3 Santé animale de proximité

En raison de la nécessité de respecter une approche économique des soins vétérinaires (recouvrement des coûts), la couverture zoo-sanitaire est essentiellement axée sur l'application d'un programme de prophylaxie réalisé grâce à un fonds de roulement « santé animale » mis en place par le projet et adapté en fonction des facteurs suivants :

- Espèces et catégories d'animaux ;
- Conditions épidémiologiques de la zone ;
- Efficience (rapport coût global / augmentation du taux de survivance).

En principe, les traitements curatifs (hors petits soins courants) sont exclus pour les volailles et les lapins, sauf si la maladie présente des risques de propagation (plusieurs cas décelés dans un laps de temps assez court).

De ce fait, la contractualisation des services d'un vétérinaire privé avec chaque groupement féminin n'apparaît plus justifiée. Néanmoins, le vétérinaire est en mesure de répondre efficacement en cas de problèmes sanitaires importants et de garantir la qualité des vaccinations (contre la Newcastle et la variole) et des autres traitements curatifs (déparasitages internes et externes).

Les vaccinateurs villageois grâce à leur rôle de relais local en matière de santé animale assurent la mise en œuvre des calendriers de prophylaxie sur les volailles villageoises. Pour ce faire, ils ont été formés par les vétérinaires privés sur la base d'un contrat de prestation de service.

3.1.4 Renforcement des capacités des organisations féminines

Un diagnostic approfondi et participatif impliquant les membres des groupements féminins a permis d'identifier leurs contraintes de fonctionnement et de dégager un plan d'action. Le projet a renforcé les notions de base des membres de ces groupements en matière de vie associative (formation en vie associative, consolidation de la capacité de gestion administrative et financière des instances dirigeantes, ...). Des évaluations annuelles et participatives sont réalisées dans le but de faire le point et d'apprécier les avancées du groupement pour tirer les leçons apprises afin de faire évoluer les interventions.

3.1.5 Appui à l'accès au marché

Dans le domaine de l'accès au marché, chaque groupement féminin constitue une entité de commercialisation d'espèces à cycle court. Les stratégies diffèrent selon leur position géographique : enclavement ou proximité des axes routiers importants.

Pour les groupements enclavés, les opérations de commercialisations sont organisées via des intermédiaires. Ces derniers servent d'interface entre les productrices organisées et le marché urbain principalement. Les groupements et les intermédiaires commerciaux travaillent sur la base de principes de collaboration qu'ils définissent en commun (prix, modalités de paiement, qualité, quantité, date, délai...). Le projet joue un rôle de facilitateur. Les productrices proches du centre-ville (Kati, Bamako) et des axes routiers importants grâce aux facilités de commercialisation de leurs produits d'élevage offertes par cette position géographique vendent directement leur production sous la conduite de leur responsable commerciale.

3.2 Stratégie de durabilité

Pour garantir l'appropriation et la poursuite des activités après le projet, le PAFEC II a adopté une stratégie de durabilité axée sur la durabilité technique, économique, organisationnelle et socioculturelle. Pour la mise en œuvre de cette stratégie, le projet privilégie l'option « **Faire faire** » au lieu de « **faire à la place** ». Il joue un rôle d'accompagnateur et de facilitateur.

La durabilité technique est envisagée à travers le principe de **renforcement des capacités** des groupes cibles : formations techniques, appuis/conseils, démonstrations, voyages d'étude, suivi de la compréhension et de l'application/appropriation des thèmes techniques, etc.

Pour assurer de façon continue la couverture sanitaire des animaux, les vaccinations sont assurées par les vaccinateurs et vaccinatrices villageois formés dans le cadre du projet et totalement pris en charge par les productrices. En plus de ces actes pratiques et des conseils apportés, les vaccinateurs villageois servent de relais entre les productrices et le vétérinaire. Afin d'avoir un impact plus important, des sensibilisations et vaccinations de masse ont été organisées à l'intention de l'ensemble des producteurs des villages couverts avec l'appui des vétérinaires privés, des services techniques de l'Etat en charge de l'élevage et des collectivités locales.

Dans le domaine de l'alimentation, les productrices sont formées à la formulation de rations avec des intrants locaux. Elles formulent et s'approvisionnent aussi auprès de la provenderie de Kati. Les deux nouveaux groupements ont bénéficié cette année d'un fonds de roulement destiné à l'achat des intrants alimentaires ou de l'aliment fini.

Pour l'amélioration des conditions d'élevage, l'utilisation des matériaux locaux et la mobilisation de la main d'œuvre locale ont été privilégiées pour la construction des habitats. Des maçons locaux ont été formés à la construction de poulaillers et de poussinières selon des plans proposés par le projet.

Sur le plan économique, la mise en relation des groupements féminins avec les intermédiaires commerciaux leur facilite l'accès au marché et permet d'améliorer le prix et la quantité des ventes. En outre, les femmes n'ont plus besoin de se déplacer à pied pour aller écouler une ou deux poules ainsi la vente groupée permet de diminuer la pénibilité des tâches féminines. Le mode de paiement en cash défini entre les productrices et les intermédiaires commerciaux et la qualité des produits fournis constitue un gage de pérennité économique.

En parallèle, le projet met un accent particulier sur le renforcement des capacités organisationnelles des femmes pour leur permettre de mieux conjuguer leurs efforts et leur savoir-faire entre leurs activités d'élevage et leurs autres activités structurantes génératrices de revenus.

Dans le but d'assurer une pérennité sociale, le projet a favorisé l'appropriation des activités par les bénéficiaires à travers l'approche participative sous-tendue par l'implication et la responsabilisation des bénéficiaires directes voire indirectes à toutes les étapes (identification et formulation du projet, mise en œuvre des axes d'intervention, renforcement des capacités organisationnelles et techniques). De plus, l'extension de la sensibilisation et de la vaccination de masse à l'ensemble des producteurs des villages couverts, avec l'implication des acteurs locaux de développement (services techniques de l'Etat, collectivités locales et prestataires de services aux éleveurs), est un facteur de consolidation des acquis du projet.

3.3 Méthode de suivi et évaluation

Le système de suivi/évaluation du PAFEC est lié à l'approche GAR. L'UGP continue la collecte et l'exploitation des informations grâce aux outils validés lors de la formation par le BREN en 2011 :

- Le cadre opérationnel ;
- La planification opérationnelle ;

- La matrice de suivi/évaluation des indicateurs d'impact, d'effets, de produits, d'activités, de risques et des recommandations.

Dans le cadre du PA FEC II, il existe deux types de suivi : l'un interne et l'autre externe.

3.3.1 Suivi interne

Le suivi interne relève de la responsabilité du Gestionnaire de Projet. Dans cette optique, des outils de suivi interne s'intégrant dans le cadre opérationnel du projet ont été mis en place : matrice de suivi-évaluation des activités, programmation opérationnelle et enfin rapportage semestriel et annuel.

Mensuellement des réunions de suivi et de programmation permettent à l'équipe d'échanger et de mettre à jour les indicateurs d'activité. Généralement, la collecte des données est assurée par les animateurs. Et à cette occasion, la planification du mois écoulé est analysée et commentée (expériences positives, échecs, justification des écarts...) et celle du mois suivant est établie. Le niveau des activités à réaliser est défini en tenant compte des réalisations réellement atteintes et des prévisions de la programmation opérationnelle.

La collecte des informations relatives à la performance du projet (mesures d'efficacité du projet) se réalise annuellement. Elle concerne les indicateurs du cadre logique, des aspects transversaux (genre, environnement,...), des effets imprévus et des risques.

Ce dispositif interne alimente la base de données pour le système de capitalisation. Certaines de ces informations pourront être transmises aux services techniques centraux et déconcentrés, de façon à enrichir leurs bases de données (notamment en matière de paramètres zootechniques) et à constituer une source d'informations pour alimenter la réflexion sur les programmes d'élevage (contribution aux stratégies et approches de l'Etat et de ses partenaires). En outre, la diffusion de ces informations contribuera à améliorer la visibilité du PLP.

3.3.2 Suivi externe

A ce niveau, on distingue le suivi assuré par le PLP et le Représentant de VSF-B au Mali, les missions de monitoring de la Coordination régionale de VSF-B et les missions d'évaluation qui seront conduites par des consultants externes.

Une fois par trimestre, le PLP ou le Représentant de VSF-B réalise une mission de suivi des activités du projet à l'issue de laquelle un bilan assorti de recommandations est fait.

Les missions de monitoring du BREN sont annuelles et permettent de :

- Etablir un bilan partiel pour la prise en compte de mesures correctives ;
- Informer les décideurs (Sièges des deux ONG partenaires, DGD, Autorités de tutelle...) sur l'état d'avancement du projet ;
- Analyser l'évolution de l'exécution du projet aux fins d'un suivi plus efficace par les deux partenaires ;
- Renforcer le PLP et les autres acteurs dans les processus d'auto-évaluation et d'autonomisation, notamment par l'appropriation des résultats.

Le monitoring se déroule selon une approche très participative incluant le PLP, le Représentant VSF-B au Mali et l'unité de gestion du projet, les groupes cibles et les principaux partenaires. Le premier monitoring de la phase en cours a été réalisé en décembre 2011. L'année 2012 est consacrée notamment à la mise en œuvre des recommandations de ce monitoring.

Quant à l'évaluation finale, elle sera organisée en année 3 du projet et permettra une analyse indépendante portant sur le contexte, les objectifs, les résultats, les activités et les moyens utilisés. Elle permettra une appréciation plus objective en termes de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de cohérence et de durabilité des interventions, mais aussi en termes d'effets et d'impacts générés à l'issue de la prestation. Enfin

l'évaluation permettra de tirer les leçons sur les aspects opérationnels et stratégiques de ce type d'intervention, notamment dans les domaines où le projet aura contribué à introduire des innovations soit technologiques, soit méthodologiques.

4. RELATIONS AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT

Cf. OS4_A2_Relations_partenariales (institutionnelles et opérationnelles)

4.1 Relations avec les autorités nationales et locales

Dans la continuité des collaborations engagées en 2011, le PAFEC II a entretenu de bonnes relations avec les services techniques de l'Etat et les élus locaux. Les relations ont principalement tourné autour de leur participation active aux campagnes de sensibilisation de masse contre la maladie de Newcastle.

4.2 Relations avec les structures partenaires + complémentarités / synergie

Certaines collaborations prometteuses identifiées précédemment n'ont pas pu se concrétiser sur le terrain. Trop souvent les partenaires ne sont pas actifs dans les sites bénéficiaires du PAFEC et ne peuvent pas y intervenir sans contrepartie financière. Malgré tout, certains partenariats se sont poursuivis ou initiés notamment autour du renforcement des capacités organisationnelles et financières des OPF.

Par la suite, le projet poursuit par lui-même les appuis et les suivis des groupements. De plus, le projet incite aussi les OPF à contacté directement certains PTF pour solliciter des appuis ce qui semble fonctionner également.

5. ADÉQUATION DES RESSOURCES

5.1 Adéquation des ressources humaines

Résultats/Volets	Quant.	Qualité	Délais	Commentaires
Résultat 1 : La production des élevages à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatifs et qualitatifs	3,5	3	3	Lors du départ d'un animateur, le second animateur a été très sollicité en attendant le recrutement et l'arrivée de la nouvelle animatrice. Le départ du chef de projet, pour un autre projet ICD et VSF-B (LIAM du FBASA), n'a pas eu d'incidence négative sur le projet et ce volet en particulier car cela a coïncidé avec l'arrivée aussi d'un nouveau cadre zootechnicien dans l'équipe.
Résultat 2 : Un système durable de commercialisation permet un écoulement aisé des productions des élevages à CC à des prix rémunérateurs	3	3	4	Pas d'insuffisance particulière pour mener à bien les activités.
Résultat 3 : Les groupements de femmes bénéficiaires sont fonctionnels et assurent un développement solidaire de leurs membres	4	3,5	4	L'arrivée de la cadre spécialisée en renforcement des capacités organisationnelles des OPF a apporté beaucoup dans l'essor de ce résultat. Sa fonction de chef de projet par intérim ne l'a pas empêché de mener à bien ce volet.
Résultat 4 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la	3	3	4	Pas d'insuffisance majeure.

Résultats/Volets	Quant.	Qualité	Délais	Commentaires
pérennisation des actions				

*1 : (4) : très bonne ; (3) : bonne ; (2) : moyenne ; (1) : faible ; (0) : mauvaise ou nulle

5.2 Adéquation des ressources matérielles

Résultats/Volets	Quant.	Qualité	Délais	Commentaires
Résultat 1 : La production des élevages à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatifs et qualitatifs	4	3	4	Le matériel est généralement bien adapté à l'activité. Toutefois, quelques recherches actions ont permis de proposer des poulaillers à des coûts plus abordables pour les productrices qui sont entrain d'être testés sur le terrain.
Résultat 2 : Un système durable de commercialisation permet un écoulement aisé des productions des élevages à CC à des prix rémunérateurs	4	4	4	RAS.
Résultat 3 : Les groupements de femmes bénéficiaires sont fonctionnels et assurent un développement solidaire de leurs membres	4	3	4	Les femmes ont été renforcées en vie associative, en leadership et en gestion administrative et financière sur base de supports bien adaptés.
Résultat 4 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions	4	4	4	RAS.

*1 : (4) : très bonne ; (3) : bonne ; (2) : moyenne ; (1) : faible ; (0) : mauvaise ou nulle

5.3 Adéquation des ressources financières

Résultats/Volets	Quant.	Délais	Commentaires
Résultat 1 : La production des élevages à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatifs et qualitatifs	2	4	Le budget a été jugé insuffisant eu égard aux besoins en fonds de roulement et de garantie des OPF d'autant que 2 nouvelles ont été appuyées en plus cette année (pas prévu initialement).
Résultat 2 : Un système durable de commercialisation permet un écoulement aisé des productions des élevages à CC à des prix rémunérateurs	4	4	RAS
Résultat 3 : Les groupements de femmes bénéficiaires sont fonctionnels et assurent un développement solidaire de leurs membres	2	4	Idem que Résultat 1.
Résultat 4 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions	4	4	RAS

*1 : (4) : très bonne ; (3) : bonne ; (2) : moyenne ; (1) : faible ; (0) : mauvaise ou nulle

6. EFFICACITÉ DE L'INTERVENTION

L'efficacité de l'intervention se mesure sur base du bilan de la planification opérationnelle et de la matrice de suivi évaluation (S/E) des indicateurs. Pour de plus amples détails, le lecteur peut se référer aux annexes suivantes :

Cf. OS4_A3_Bilan_PO_2012

Cf. OS4_A4_Evolution_IOV

6.1 Contribution à l'objectif global – Impacts

La contribution de cet objectif spécifique à l'objectif global du programme sera réellement évaluée au second semestre 2013 même si les tendances actuelles sont positives en direction des femmes bénéficiaires du PAFEC II (Cf. Chapitres suivants).

6.2 Atteinte de l'objectif spécifique – Effets

Sur base des modifications acceptées lors du bilan 2011, deux indicateurs d'effets sont utilisés pour suivre l'évolution de l'intervention :

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV					
		A0	A1		A2		A3
Libellé	Unité	Baseline	prévu	réalisé	prévu	Réalisé	prévu
Fréquence des repas journaliers en période de soudure augmentée	repas/jour	1,4		1,8		1,9	2
En fin 2013, le revenu net tiré de l'élevage d'ECC par les BD a augmenté de 150%	%	0	50	198	100	373	150

Par rapport au premier indicateur, il ressort des enquêtes menées en septembre 2012 auprès de 70 bénéficiaires directes réparties entre 8 groupements féminins, que le nombre de repas journalier en période de soudure (août-septembre) a progressé légèrement depuis l'année passée. Cette continuité positive, malgré la crise alimentaire 2012 dans le pays, peut-être imputable aux bons résultats zootechniques enregistrés dans le cheptel aviaire couvert par le projet ainsi que l'amélioration des recettes issues de la vente groupée des volailles et des AGR mises en œuvre.

Quant à l'indicateur relatif à l'augmentation du revenu tiré de l'élevage d'espèces à cycle court, l'analyse du compte d'exploitation d'un échantillon de 50 productrices de volailles suivies durant toute l'année a montré encore une forte hausse sur la seconde année consécutive. Bien que ce revenu soit toujours modeste, il faut reconnaître qu'il est constant et contribue au bien-être des femmes et de leurs ménages et qu'il progresse année après année. L'analyse de son utilisation montre que 37% des revenus générés ont servi à l'accès aux services de base (santé et éducation des enfants), 36% aux dépenses familiales (nourriture, habillement), 18% aux activités génératrices de revenus et 5% aux événements sociaux (mariages, baptêmes). Enfin 4% des revenus générés ont été épargnés ce qui n'était pas le cas l'année précédente.

6.3 Atteinte des résultats – Produits

Résultat 1 : La production des élevages à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatif et qualitatif

Sur base des modifications acceptées lors du bilan 2011, deux indicateurs de résultats intermédiaires sont suivis :

Caractérisation de l'IOV	Evolution de l'IOV			
	A0	A1	A2	A3

Libellé	Unité	baseline	prévu	réalisé	prévu	réalisé	prévu
En fin 2013, le % de bénéficiaires directs assurant une couverture vaccinale régulière contre la maladie de Newcastle passe de 65 à 95%.	%	65	75	76	85	100	95
La productivité numérique (PN) par poule passe de 17 à 30 poulets exploitables par an.	Poulet	17	20	19	25	24	30

Par rapport au premier indicateur, 100% des bénéficiaires directs ont assuré une couverture vaccinale régulière contre la maladie de Newcastle, sur une prévision de 85% pour fin 2012, grâce au dispositif de santé animale de proximité mis en place avec l'appui du projet. Le taux de mortalité global est de 23,2 % contre 35 % prévu.

Le taux de réalisation du second indicateur concernant l'amélioration de la productivité numérique est de 24 poules sur une prévision de 25 poules exploitables en fin 2012. Même si ce résultat n'est pas totalement atteint, il faut signaler que ce niveau de réalisation est tout de même bon et imputable à :

- L'organisation de 25 campagnes de sensibilisation de masse contre la variole.
- La formation de 779 femmes sur la santé de la volaille (Newcastle, Coryza, Variole, Pullorose, Argas, Coccidiose). Les suivis de l'application (100% des membres formés) des formations sur la santé et la protection des volailles ont montré, dans tous les villages d'intervention du projet, que les campagnes de vaccination organisées par les OPF contre la maladie de Newcastle commencent à donner de bons résultats car la maladie est de moins en moins citée comme un problème.
- L'organisation de campagnes de vaccination de masse contre la maladie de Newcastle et la Variole élargie à tous les producteurs des villages couverts.
- L'appui aux OPF pour l'organisation des campagnes de vaccination contre la maladie de Newcastle (35.685 sujets vaccinés) et la Variole (8.344 sujets vaccinés) des volailles appartenant à 1.754 personnes.
- L'octroi de fonds de roulement destinés à l'achat d'intrants sanitaires et alimentaires.
- La formation de 47 vaccinateurs villageois (20 hommes et 27 femmes) vis-à-vis de la Newcastle et des maladies émergentes (Variole, Coryza, Pullorose, Coccidiose, Argas).
- La formation de 724 bénéficiaires directes et 17 maçons à la conception de poulaillers adaptés et à l'amélioration des conditions d'hygiène de l'habitat et des équipements d'élevage. Ce qui a permis la construction de 76 complexes (poulailler et poussinière) et 38 poulaillers simples par les productrices et leur équipement en portes, fenêtres, mangeoires et abreuvoirs par le projet. Cette action a contribué à réduire les pertes causées par les prédateurs, l'humidité et la fraîcheur.
- La formation de 724 productrices aux principes de formulation sur l'utilisation d'autres intrants (asticots, termites, déchets de maraîchage) ainsi qu'aux techniques de rationnement des poussins de moins de 2 mois. Les données chiffrées sur le niveau de compréhension et d'application sont de 85% avec un taux de participation de 93%.
- L'introduction d'une centaine de coqs améliorateurs aux productrices appliquant régulièrement le plan de prophylaxie et disposant d'un habitat approprié.

Par ailleurs, il a été observé une certaine résurgence de la Variole dont la vaccination est assurée par les vétérinaires privés car la conservation et la manipulation du vaccin sont difficiles et constituent un facteur bloquant pour les VVV. Il convient donc de renforcer les liens de fonctionnalité entre VVV avec vétérinaires privés de la zone afin d'assurer une détection plus précoce et une réaction rapide sur le terrain.

Enfin, il faut noter que le manque de suivi des services techniques déconcentrés en charge de l'élevage laisse à penser qu'ils seront peu motivés à assurer la vulgarisation et la diffusion des innovations actuelles au-delà de la durée du projet. Il est donc primordial d'assurer la bonne appropriation par les groupements féminins des techniques considérées comme essentielles.

Résultat 2 : Un système durable de commercialisation permet un écoulement aisé des productions des élevages à CC à des prix rémunérateurs

Sur base des modifications acceptées lors du bilan 2011, deux indicateurs de résultats intermédiaires sont suivis :

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV					
		A0	A1		A2		A3
Libellé	Unité	Baseline	prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	prévu
Fin 2013, la commercialisation annuelle par le biais des intermédiaires commerciaux contractualisés atteint 15000 poulets.	poulet	5.000	8.000	8.751	12.000	15.764	15.000
Le taux de satisfaction des différents acteurs de la filière atteint au moins 80%.	%	26	50	61	70	70	80

En 2012, le nombre de poulets vendus lors des opérations de ventes groupées est nettement supérieur à la prévision attendue. Ce bon résultat s'explique par la poursuite et le renforcement de toutes les actions engagées l'année précédente (mise en relation des OPF et intermédiaires commerciaux, renforcement des capacités de ces intermédiaires, opérationnalisation des différents fonds, extension des ventes groupées aux volailles vaccinées dans les villages...).

En 2012, au total 630 femmes ont participé aux 81 campagnes de ventes groupées, organisées en lien avec les intermédiaires commerciaux. Le nombre moyen est de 3,4 campagnes organisées par OPF. Le chiffre d'affaire issu de cette commercialisation est de l'ordre de 28.700.000 FCFA avec un nombre moyen de 21,7 volailles vendues par productrice. Cela représente une moyenne de 40.000 FCFA par femme mais avec des écarts très importants entre les plus assidues et les moins performantes. A cela s'ajoute d'autres avantages comme les recettes des ventes individuelles, les autoconsommations, les dons et l'exploitation des œufs.

Par rapport à la satisfaction des différents acteurs de la filière, le niveau atteint est conforme à la prévision. Du côté des femmes, ce dispositif de ventes groupées réduit la pénibilité et les amène à ne plus se déplacer sur de longues distances pour aller vendre, parfois à vil prix, leurs produits. Enfin, les formations réalisées et le système mis en place ont permis aux femmes de développer davantage leurs capacités de négociation afin d'augmenter leurs marges. Il est à noter que les ventes sont organisées par les femmes de façon autonome sans l'appui du projet.

Résultat 3 : Les groupements de femmes bénéficiaires sont fonctionnels et assurent un développement solidaire

Deux indicateurs de résultats intermédiaires sont mesurés à ce niveau depuis le début de la seconde phase :

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV					
		A0	A1		A2		A3
Libellé	Unité	Baseline	Prévu	réalisé	prévu	Réalisé	prévu
Au moins 20 groupements de femmes sont fonctionnels et assurent un développement solidaire.	GF	6	13	7	17	18	20

Ce résultat a été très développé en 2012 pour rattraper le retard de l'année précédente et répondre aux recommandations du monitoring de fin 2011.

La prévision de l'indicateur a été atteinte. Au cours de l'année écoulée, l'UGP a évalué le programme d'activités 2011 des 25 OPF encadrées et a mis à la disposition de chacune d'elles la planification opérationnelle 2012 du projet. Par la suite, le bilan a permis de mettre en évidence certaines faiblesses :

- Le faible niveau de préparation des réunions couplé à la faible participation des membres et à l'absence de documents de gestion ;
- Le faible niveau d'implication de tous les membres dans la prise des décisions et leur application ;
- Le faible niveau d'application des statuts et règlements intérieurs ;
- La faible capacité de gestion des membres des comités de gestion des OPF.

Pour faire face à ces insuffisances, un renforcement des capacités des membres des OPF en matière de leadership, de vie associative, de gestion administrative et financière a été initié.

484 femmes réparties à travers 23 groupements (dont 9 anciens et 14 nouveaux car fusion de 3 d'entre eux) dans 18 villages ont bénéficié d'une formation sur les notions de base en vie associative. Le taux d'évaluation de la compréhension du contenu de la formation est de l'ordre de « 46% pour la moyenne comprise », « 19% pour la moyenne partiellement comprise » et « 5% pour la moyenne non comprise ». Par la suite, un accompagnement se fait à chaque passage par l'UGP pour une bonne application de cette formation. La formation de deux nouvelles OPF est prévue pour le 1er trimestre 2013.

Aussi, suite aux constats décrits plus haut sur la fonctionnalité des OPF, une formation a été organisée sur le leadership à l'intention d'une cinquantaine de membres des OPF. La dite formation a été réalisée dans le cadre d'un partenariat avec WILDAF. Le taux d'évaluation de la compréhension de cette formation est de « 20% pour la moyenne comprise », « 7% pour la moyenne partiellement comprise » et « 4% pour celle non comprise ». Ces résultats ont permis à l'équipe projet d'accompagner plus spécifiquement certaines des OPF sur la base des points faibles identifiés. Une autre formation sur la gestion financière a été organisée en partenariat avec le Tonus (41 femmes alphabétisées ont participé).

Avec la fusion des trois OPF de Yélékébougou, l'identification de nouveaux sites et de ménages bénéficiaires a été organisée par le projet et 4 groupements ont été pré sélectionnés pour une enquête approfondie « vouloir, pouvoir et faire ». A l'issue de ce processus, 2 nouveaux groupements ont été sélectionnés. C'est ainsi que le projet a appuyé cette année 25 groupements dans l'élaboration et l'évaluation de leur plan d'action 2012 (9 anciens et 16 nouveaux dont 1 qui a absorbé 2 existants mais avec le départ de quelques bénéficiaires).

Le projet a également accompagné les OPF dans la révision/élaboration des statuts et règlements intérieurs. Le but est d'appuyer les OPF à élaborer un ensemble de règles qui définissent le mode de fonctionnement et d'organisation des groupements actuels. Etablies de l'intérieur pour les besoins internes, ces règles permettront de préciser les rapports entre l'association et les membres d'une part et les membres entre eux d'autre part. A la lumière des leçons tirées de la première phase, le principe a consisté à les élaborer en fonction des problèmes qui se posent actuellement aux OPF et faire en sorte qu'elles puissent être modifiées à tout moment pour s'adapter aux situations nouvelles. Au total, 12 règlements ont été révisés et 13 élaborés. Actuellement toutes les OPF ont obtenu leurs récépissés dont 13 appuyés cette année.

Avec l'appui du projet, huit groupements ont négocié et obtenu un prêt au niveau d'une caisse villageoise autogérée et d'une banque (BNDA). Avec ces prêts, ils ont mis en œuvre des activités génératrices de revenus dont : « l'embouche » de volailles (achat et élevage de jeunes volailles de 2-3 mois) et la production de pommes de terre et d'échalotes. Le bénéfice net moyen tiré de ces activités génératrices de revenus a varié par productrice de 4 090 FCFA (embouche de volailles) à 123 500 FCFA (pommes de terre).

Trois OPF ont aussi été appuyées en équipements de saponification pour l'allègement de leurs tâches quotidiennes. Suite à une demande en fonds d'AGR, effectuée lors de la programmation en 2011 par les OPF, le projet a accordé un montant AGR aux OPF qui n'en avaient pas bénéficié auparavant. Ainsi, 14

groupements ont bénéficié de fonds AGR saponification en 2012 dont 248 membres formés en collaboration avec l'ERAD.

Ces types d'activités structurantes favorisent non seulement la cohésion entre les membres des OPF, mais constituent aussi un fonds AGR qui est destiné à s'autofinancer et à compléter les revenus générés par l'aviculture traditionnelle.

Résultat 4 : Les partenaires locaux sont renforcés en vue d'assurer la pérennisation des actions.

Sur base des modifications acceptées lors du bilan 2011, 5 indicateurs de résultats intermédiaires sont suivis :

Caractérisation de l'IOV		Evolution de l'IOV					
		A0	A1		A2		A3
Libellé	Unité	BaseLine	prévu	Réalisé	prévu	Réalisé	prévu
3 travaux de capitalisation sur le PAFEC sont produits (techniques de production d'ECC, accès au marché, etc)	Documents cumulés	0	1	10	2	2	3
Fin 2013, ICD dispose d'une stratégie financière et d'une stratégie en matière de gestion des connaissances	Stratégie	0	0	0	1	0	2
En lien avec ses partenaires, ICD formule et met en œuvre au moins 2 nouvelles actions sur la base des leçons tirées du programme VSF-B / ICD.	Action	0	0	3	1	5	2
Chaque année, ICD connaît un résultat d'exploitation positif	Compte résultat	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Fin 2013, le nombre de remarques comptables mensuelles de VSF-B sur les notes de frais est inférieur à 2.	Nombre	>10	<10	<10	<4	<4	<2

Par rapport au premier indicateur, l'équipe PAFEC a pu réaliser 2 produits de capitalisation au cours de l'année 2012 à savoir d'une part « la stratégie de renforcement des capacités des OPF » et d'autre part « un module de formation sur les nouvelles maladies de la volaille ».

Concernant le deuxième indicateur, les objectifs n'ont pas été atteints. D'une part, la situation sécuritaire au Mali (coup d'Etat, troubles à l'ordre publique, conflits au Nord du pays, embargo...) n'a pas favorisé la venue de consultants externes pour apporter l'expertise nécessaire à l'élaboration de l'une des stratégies prévues (financière et capitalisation). D'autre part, l'expertise interne au sein d'ICD et VSF-B pour conduire ce processus n'est pas évident à trouver. Malgré tout, une formation sur la gestion des connaissances a été réalisée au Burkina Faso avec la participation de représentants d'ICD. Des solutions alternatives sont à prévoir en 2013 pour répondre à ces besoins du PLP.

Concernant le troisième indicateur, 2 nouvelles actions ont été formulées par ICD avec l'appui de VSF-B en 2012.

En particulier, la situation de grande précarité des déplacés du nord Mali a conduit ICD et VSF-B à formuler un projet d'urgence qui a été financé en août 2012 par la FAO. Elle a permis de soutenir 1.000 ménages agro-éleveurs déplacés et leurs familles d'accueil dans 3 cercles de la région de Ségou.

Un autre projet d'urgence a été formulé dans le cadre d'un appel crise complexe émis par la DGD à la mi 2012. Cette action visait le cercle de Nioro du Sahel où VSF-B et ICD interviennent dans le cadre du FBSA. L'objectif était de préserver le cheptel des ménages agro-éleveurs durant la soudure pastorale (critique en 2012) tout en leur permettant ensuite de restaurer leurs moyens d'existence à travers des distributions de petits ruminants. Ce projet n'a finalement pas été financé.

Au final, la capitalisation et les leçons apprises de ces processus vont permettre à ICD de mieux répondre à ce type d'appels à l'avenir d'autant que la situation au Mali va le nécessiter dans un avenir proche.

Concernant le quatrième indicateur, ICD connaît un résultat d'exploitation positif en 2012 comme en 2011 et ce, malgré une situation générale dans le pays qui aurait pu peser sur la gestion financière de la structure. Certaines projets de développement ont dû être retardés, stoppés voire délocalisés (par exemple le PADACY déplacé de Youwarou à Banamba en raison de l'insécurité armée dans le Nord). ICD a pu faire face à la situation en restant flexible et en assurant une gestion financière fine et adaptée. Les outils et l'équipe administrative et financière ont gagné en efficacité et permettent désormais une grande efficacité dans la mise en place ou le suivi des projets (formation initiale du staff administratif et financier, procédures éprouvées...). La RAF a été formée en GRH via un appui du siège de VSF-B. Pour finir, il est toujours envisagé d'apporter un appui à la RAF en matière de gestion financière mais cet appui a été reporté à 2013.

Sur l'indicateur 5, les remarques comptables sont inférieures à la prévision (3,5 en moyenne sur 4 attendu) fin 2012. Les remarques sont moins nombreuses comparativement au PRODELK mais cela peut s'expliquer par un volume d'activités et donc de dépenses plus faible. Les suivis internes de la coordination et les audits externes confirment la qualité des pièces comptables reçues.

6.4 Bilan des formations

Les formations techniques sur l'élevage et la commercialisation des volailles en direction des bénéficiaires directs et intermédiaires se sont poursuivies à l'image de l'année passée. De plus, plusieurs formations sur le développement organisationnel des OPF ont aussi été réalisées pour renforcer le fonctionnement et la pérennisation dans le temps. Quelques staffs du PLP ont également bénéficié de formations en gestion des connaissances et sur le commerce du bétail en Afrique de l'Ouest.

Les informations sur les formations sont détaillées dans un tableau en annexe (Cf. OS4_A7_Bilan_Formations).

6.5 Thèmes transversaux

6.5.1 *Environnement*

Les constats positifs enregistrés en 2011 restent d'actualité en 2012.

6.5.2 *Genre*

Mise à part les nombreux constats positifs déjà indiqués l'année précédente, quelques compléments peuvent être apportés en 2012 sur base des échanges de l'équipe avec les bénéficiaires :

- Cet élevage à cycle court, souvent délaissé par les populations (forme de « cueillette » plutôt qu'un réel élevage) prend de plus en plus d'importance au niveau des femmes bénéficiaires. Ce type d'interventions peut facilement se greffer sur d'autres projets de développement qui touchent à d'autres domaines tels que la santé publique, l'éducation, etc. Ce constat est certainement un axe de travail pour ICD et VSF-B pour étendre l'intervention à d'autres groupes cible dans les prochaines années.
- Après un début lent mais progressif, l'activité représente maintenant souvent la plus grande part des revenus des femmes bénéficiaires (moyenne de 29% lors d'une petite enquête à confirmer d'ici la fin du projet).

- Le renforcement des capacités, autre que technique, notamment dans les domaines de la gestion (administrative et financière), la vie associative et le leadership féminin est très bénéfique à l'amélioration durable des capacités individuelles et collectives des femmes.
- Le système de vente groupée, initiée dans le cadre du projet, permet une entrée d'argent importante en une seule fois plutôt que des entrées d'argent régulières et limitées ce qui arrange considérablement les femmes (moins de micros dépenses quotidiennes, réinvestissement plus utile, dépenses plus utiles et moins futiles).
- Avec le système de crédits solidaires, les femmes bénéficiaires n'ont plus besoin d'aller emprunter ou de solliciter leur mari. Avec la diversification et l'augmentation des recettes, les femmes bénéficiaires prennent en charge leurs propres dépenses et contribuent plus significativement aux dépenses du ménage. Au final, elles sont plus responsables et autonomes dans leurs décisions.

6.5.3 Economie sociale

Les OPF en tant que coopératives ont pris une dimension encore plus importante cette année. Les progrès sur les plans organisationnels, l'augmentation et la diversification de leurs fonds et AGR, la progression de la bonne gouvernance de ces structures sont autant d'éléments qui contribueront à leur pérennisation. Ces structures fonctionnent par et pour leurs membres. Elles doivent poursuivre sur cette voie pour atteindre un niveau de fonctionnalité élevée et ainsi prétendre à une stature plus large sur le plan institutionnel (réseautage, structure faitière, relations partenariales élargies, levée de financement...). Cette perspective devra être analysée d'ici fin 2013 pour confirmer la nécessité ou pas d'aller dans ce sens dans les prochaines années avec l'appui éventuel d'une nouvelle phase.

6.6 Suivi des recommandations inachevées (internes et externes)

Lors du monitoring de décembre 2011, une série de recommandations a été faite, toutes ont été prises en compte dans le cadre de la planification opérationnelle 2012 et du suivi évaluation. Le taux de réalisation est de l'ordre de 73%.

Cf. OS4_8_Suivi_Recommand_Inachevées

6.7 Effets induits

Aucun nouvel effet induit supplémentaire, à ceux déjà énoncés en 2011, n'a été enregistré au cours de l'année écoulée.

7. DÉPENSES PAR RUBRIQUES

7.1 Exécution du budget

Le niveau d'exécution budgétaire sur les deux années écoulées du projet est de l'ordre de 103% soit un léger dépassement de l'enveloppe initiale mais qui ne cause pas de problème sur l'ensemble du programme.

Rubrique	Budget (Euros)	Dépenses (Euros)	Consommation* (%)
Investissements	28 500	38 492	135
Fonctionnement	111 735	109 433	98
Personnel	79 824	78 261	98
TOTAL	220 059	226 186	102,8

Rubrique	Budget (Euros)	Dépenses (Euros)	Consommation* (%)
Résultat 1	53 437	71 241	133
Résultat 2	50 629	47 193	93
Résultat 3	50 737	54 042	107
Résultat 4	65 256	53 710	82

* = $[(\text{Budget prévu} / \text{Dépenses réalisées})] \times 100$

7.2 Commentaires

7.2.1 Investissements

La consommation de cette rubrique est de 135% fin d'année 2 et de 128% sur le budget triennal soit avec un dépassement de la limite autorisée (120% normalement). Malgré tout, en valeur financière, ce dépassement est assez modeste puisqu'il représente seulement 2.300 euros soit moins de 1% du budget de l'objectif spécifique. Ce dépassement n'était pas prévu mais résulte du fait que le projet a décidé en 2012 de sélectionner et d'appuyer 2 nouveaux groupements féminins après la fusion de 3 OPF déjà appuyés jusqu'à présent. Au final, le nombre de bénéficiaires a été augmenté par rapport aux prévisions initiales et les appuis en équipements et fonds de roulement ont dépassé l'enveloppe budgétaire prévue. Sachant que ces appuis ne sont pas totalement achevés fin 2012, une demande d'amendement budgétaire va être introduite à cet effet pour mieux y répondre en 2013.

7.2.2 Fonctionnement

L'exécution budgétaire est normale avec 98% sur le cumul des 2 premières années.

7.2.3 Personnel

Le niveau de consommation de cette rubrique est normal (98%). Ceci se justifie par le fait que les postes vacants ont tous été pourvus et que le retard initial en début de phase a été comblé par un renforcement de l'équipe opérationnelle (notamment par la prise en charge partielle d'un nouvel assistant technique en contrat local).

8. PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES

8.1 Relecture du cadre logique

Aucun changement n'est proposé sur le cadre logique par résultats pour l'année 2013. Celui de 2012 reste de référence.

Cf. OS4_A5_CL_Résultats_2013

8.2 Planification opérationnelle

Eu égard aux activités mises en œuvre en 2012 et aux résultats obtenus, les enjeux et priorités de l'année 3 sont axés sur :

- La consolidation des approches techniques (thèmes zootechniques et sanitaires) ;
- Le renforcement des capacités des deux nouveaux groupements féminins ;
- Le renforcement de l'accompagnement et du suivi organisationnel ;

- La consolidation de la commercialisation des produits du petit élevage et la pérennisation de système d'accès au marché ;
- Le renforcement des capacités et l'autonomisation des bénéficiaires directs et intermédiaires.

Par conséquent, plusieurs activités liées aux appuis en investissement sont supprimées en dernière année pour mettre le focus sur la pérennisation des actions engagées.

Cf. OS4_A6_PO_2013

8.3 Budget annuel (+ report budgétaire)

Sur base de la proposition de planification opérationnelle 2013 et en tenant compte de la consommation budgétaire obtenue en fin d'année 2 avec un dépassement de la limite autorisée sur la rubrique investissement, il est convenu que le PA FEC pourra reconduire le budget de l'année 3 tel que présenté dans le DTF.

Par conséquent, la consommation budgétaire en fin de phase de cet objectif spécifique pourra dépasser le budget initial de 6.129 euros (dépassement obtenu en fin année 2) en provenance d'un autre objectif spécifique qui aura moins consommé (ex : APELDA au Niger) dans les limites autorisées par la DGD.

Au final, la consommation budgétaire fin 2013 devrait tourner autour de :

Rubrique	Consommation (%)
Investissements	133
Fonctionnement	99
Personnel	99
TOTAL	102

Le dépassement de la rubrique Investissement s'explique par les appuis consentis à 2 nouvelles OPF sélectionnées en 2012 comme l'indique les précédents chapitres du rapport. Aucune autre demande d'amendement budgétaire n'est donc introduite.

9. LEÇONS APPRISSES

Sur base de l'année écoulée, deux leçons apprises de 2011 sont complétées et 1 nouvelle est capitalisée.

Sujet	Constats / observations	Leçons à retenir, à capitaliser
Partenariat	Comme annoncé en 2011 et réaffirmé en 2012, les partenariats gagnant-gagnant ne sont pas faciles en mettre en œuvre.	Privilégier l'option de « faire faire au lieu de faire à la place ». Il est préférable d'orienter directement les OPF vers les structures intéressantes en les responsabilisant. Le projet doit jouer le rôle d'accompagnateur et non de d'intermédiaire.
Prophylaxie et soins vétérinaires des volailles	Bien que les VVV aient été formés, l'application des formations sur les maladies récurrentes ou nouvelles (variole, coryza, pullorose, coccidiose) reste toujours un problème.	Renforcer les liens des VVV avec les vétérinaires car l'implication et la responsabilisation des vaccinateurs villageois dans le processus de couverture sanitaire est un facteur important d'appropriation des pratiques innovantes en matière de prophylaxie aviaire.
Habitat des volailles	Les couts élevés des constructions de poulaillers et le manque d'espace reste toujours un problème à l'application des formations sur l'habitat.	Diminuer les dimensions des poulaillers ou réaménager d'autres abris pouvant servir de poulaillers.

Sujet	Constats / observations	Leçons à retenir, à capitaliser
Commercialisation des volailles (vente groupée)	La dépendance à un seul intermédiaire joue sur l'écoulement des productions.	Conseiller aux OPF de contacter d'autres acheteurs pour réduire les risques inhérents à la dépendance envers un unique acheteur.